

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland



FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° 023 /AONR/FEICOM/CIPM/2026 DU 01 OCT 2026

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN VUE DE LA REFONTE DU SITE INSTITUTIONNEL DU
FEICOM – EXERCICE 2026**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Directeur Général du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), Maître d'ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint en vue du recrutement d'un cabinet en vue de la refonte du site institutionnel du FEICOM – exercice 2026

2. Consistance des Prestations

Le cabinet retenu sera responsable de la cohérence globale de la plateforme, en assurant une synergie effective entre la maîtrise d'œuvre technique et l'ingénierie éditoriale. Ses missions sont déclinées ainsi qu'il suit :

2.1. Architecture, expérience utilisateur (UX) et design

Le cabinet devra concevoir une interface facilitant l'accès à l'information pour les CTD, les partenaires internationaux ainsi que l'ensemble des parties prenantes, notamment à travers :

- La définition d'une structure logique et intuitive (arborescence et plan du site) favorisant une navigation fluide et un accès aux services en moins de trois clics ;
- L'établissement d'une cartographie détaillée des pages et des flux d'information (Sitemap), en vue d'optimiser l'indexation ;
- La conception d'une charte graphique numérique (Design UI/UX) moderne, responsive et conforme à l'identité visuelle du FEICOM.

2.2. Stratégie éditoriale et ingénierie des contenus

Le prestataire sera chargé d'élaborer une charte éditoriale complète, constituant le socle de la nouvelle identité numérique, notamment à travers :

- La définition de la ligne éditoriale : ton, style et vocabulaire adaptés aux différentes rubriques (institutionnel pour les bailleurs, technique pour les ingénieurs, pédagogique pour les citoyens) ;
- La conception de gabarits de contenus (Template) adaptés aux différents types de publications (projets de financement, rapports annuels, actualités des CTD, etc.) ;
- L'établissement de règles rédactionnelles et SEO, incluant l'optimisation des mots-clés, la lisibilité et la structuration des contenus via des balises HTML, afin de renforcer le référencement naturel.

2.3. Développement technique et interopérabilité

Cette composante vise à garantir la robustesse, la performance et la pérennité du système, notamment à travers :

- La mise en œuvre d'un système de gestion de contenu (CMS) sécurisé, évolutif et performant ;
- La mise en place de mécanismes d'interopérabilité via des API permettant l'intégration avec les systèmes d'information internes (notamment ERP Odoo et bases de données statistiques) ;
- L'optimisation des performances (mise en cache, compression des ressources, écoconception), afin de garantir un temps de chargement réduit, y compris en zones à faible connectivité.

2.4. Sécurité, gouvernance et qualité

Compte tenu de l'historique d'incidents de cyber sécurité, ce volet constitue un axe prioritaire et comprend :

- La sécurisation applicative conformément aux standards en vigueur (HTTPS, protection contre les injections, gestion sécurisée des sessions) ;
- La mise en place d'un workflow de validation et de publication des contenus, garantissant la fiabilité et la traçabilité des informations diffusées ;
- L'élaboration d'un guide de contribution et d'administration, destiné aux personnels du FEICOM, en vue d'assurer l'homogénéité et la qualité éditoriale dans la durée.

2.5. Mise en production et transfert de compétences

Afin de garantir l'autonomie de la CSI et de la CCRPP, le prestataire devra assurer :

- La réalisation des tests et recettes, incluant des tests d'intrusion (Pentest) et des tests utilisateurs préalables à la mise en production de la plateforme ;
- La formation des équipes techniques et éditoriales (CSI et CCRPP), dans une logique de transfert de compétences ;
- La réversibilité complète, incluant la remise de l'intégralité du code source, des bases de données et de la documentation technique à l'organisme ;
- L'assistance au démarrage, couvrant une période de six (06) mois après mise en production, afin de garantir la stabilité, la correction des anomalies et l'optimisation de la plateforme.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations sont regroupées en un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de la présente prestation à l'issue des études préalables est de **seize millions (16 000 000) F CFA TTC**.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations objet du présent Appel d'Offres est de quatre (04) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux entreprises suivantes :

N°	Noms des cabinets pré-qualifiés	Adresses
1	INTER'ACTIV CONSULTING	BP : 16257 Yaoundé Tel : 242 67 62 85
2	ST DIGITAL	BP : 10335 Yaoundé Tel : 655 64 40 74
3	KIAMA SA	BP : 15709 Yaoundé Tel : 222 209 043/697 81 25 15
4	BASS TECHNOLOGIES	BP : 718 Yaoundé Tel : 621 211 291

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM), exercices 2026 et suivant.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée et acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **cent soixante mille (160 000) francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

Il doit être accompagné du récépissé de la CDEC, conformément aux circulaires n°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du code du Marché Public et n° 000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics. En cas de chèque-banque ou certifié délivré en lieu et place des cautionnements, lesdits chèques doivent être transmis à la CDEC par l'établissement financier émetteur au moins sept (07) jours ouvrables avant l'ouverture des plis. L'absence de cette pièce entraîne le rejet immédiat de l'offre

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission accompagnée du récépissé de la CDEC présentés par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le DAO est consultable en ligne dès publication du présent Avis sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

Il peut également être consulté gratuitement au Service des Marchés et Approvisionnements, sis à l'ancien siège du FEICOM à Yaoundé Mimboman BP 718 Yaoundé, FEICOM, 381 Rue 4.561 MIMBOMAN YDE 4ème, Téléphone 222 235 164 ; poste 217 ; Fax 222 23 17 59 dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Il est possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées.

Toutefois, la soumission est conditionnée par le versement d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) francs CFA** dans le Compte Spécial CAS – ARMP ouvert dans les Agences BICEC, au titre des frais d'acquisition du DAO. La quittance de versement fera l'objet d'un enregistrement préalable à la soumission en ligne auprès du Service des Marchés et Approvisionnements.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **10 NOV 2026** à **09 heures précises**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli fermé et scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus des références de la consultation ci-dessous dans les délais impartis :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° **023** /AONR/FEICOM/CIPM/2026 DU **01 OCT 2026**

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN VUE DE LA REFONTE DU SITE INSTITUTIONNEL DU
FEICOM – EXERCICE 2026**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis.

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le **10 NOV 2026** à **10 heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés du FEICOM, dans la salle de réunions de ladite Commission sise à l'ancien siège du FEICOM.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 70% seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée (**exceptés le cautionnement de soumission et le récépissé de la CDEC**).

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit :

1. de l'absence du cautionnement de soumission acquitté à la main à l'ouverture des plis, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC, conformément à la circulaire N°00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
2. de la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
3. des fausses déclarations, des manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. du non-respect d'au moins 70 points 100 (70% des critères essentiels) ;
5. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;

6. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
7. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, le BPU, le DQE) ;
8. de la présence des informations de l'offre financière dans l'offre technique du soumissionnaire ;
9. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
10. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
11. de l'absence de la capacité financière
12. du non-respect du profil du chef de projet ;
13. de l'absence des Preuves d'acceptation des conditions du marché ;
14. de l'absence de la preuve de propriété d'un studio digital (joindre le contrat de bail ou d'autres documents faisant foi, accompagné des images du studio et de ses équipements).
15. De l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEP'S.

15.2-Critères essentiels

1. Présentation générale de l'offre ;
2. Qualification et compétence du personnel clé ;
3. Matériels et moyens logistiques ;
4. Méthodologie d'exécution.

Toute soumission n'ayant pas obtenu au moins 70 points sur 100 ne verra pas son Offre financière examinée.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères technique et financier.

17. Nombre maximum des lots

Sans objet.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés et Approvisionnements du FEICOM :

Tél : (237) 222 235 164, Poste 217, Porte 11.

BP 718 YAOUNDE, FEICOM, 381 Rue 4.561, MIMBOMAN YDE 4ème Fax : (237) 222 23 17 59.

20. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

21. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies :

- MINMAP/ATCR ;
- ARMP pour insertion au JDM ;
- Président/CIPM ;
- Affichage ;
- Chrono/Archives

Yaoundé, le _____

**LE DIRECTEUR GENERAL,
MAITRE D'OUVRAGE**



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE



Certifié ISO 9001 / 14 001/45001

SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

INTERNAL TENDERS BOARD

RESTRICTED TENDER INVITATION

No. 023 /AONR/FEICOM/CIPM/2026 OF 07 OCT 2026

FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANCY FIRM TO REDESIGN THE FEICOM INSTITUTIONAL WEBSITE – FINANCIAL YEAR 2026

1. Purpose of Invitation to tender

The General Manager of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM), Contracting Authority, hereby launches a Restricted Tender Invitation to tender for the recruitment of a consultancy firm to redesign the FEICOM institutional website – financial year 2026.

2. Nature of services

The selected firm shall be responsible for the overall coherence of the platform, ensuring effective synergy between technical project management and editorial engineering. Its tasks are set out as follows:

2.1. Architecture, user experience (UX) and design

The firm will be required to design an interface facilitating access to information for the RLAs, international partners and all stakeholders, in particular through:

- The creation of a logical and intuitive structure (tree structure and site map) to ensure smooth navigation and access to services in less than three clicks;
- The creation of a detailed roadmap of pages and information workflows (Sitemap), aimed at optimising indexing;
- The designing of a modern, responsive digital graphic charter (UI/UX Design) in line with FEICOM's visual identity.

2.2. Editorial strategy and content engineering

The firm will be responsible for drawing up a comprehensive editorial charter, serving as the foundation of the new digital identity, mainly through:

- Defining the editorial policy: tone, style and vocabulary tailored to the different categories (institutional for donors, technical for engineers, educational for citizens);
- The conception of content templates tailored to different types of publications (funding projects, annual reports, CTD news, etc.);

- The establishment of editorial and SEO guidelines, including keyword optimisation, readability and content structuring via HTML tags, in order to enhance organic search rankings.

2.3. Technical development and interoperability

This component aims to ensure the robustness, performance and sustainability of the system, in particular through:

- The implementation of a secure, scalable and high-performance content management system (CMS);
- The implementation of interoperability mechanisms via APIs to ensure integration with internal information systems (notably Odoo ERP and statistical databases);
- Performance optimisation (caching, resource compression, eco-design) to ensure reduced load times, including in areas with poor internet connectivity.

2.4. Security, governance and quality

Given the record of cybersecurity incidents, this aspect is a priority and includes:

- Application security in accordance with current standards (HTTPS, protection against injections, secure session management);
- The implementation of a content validation and publication workflow, ensuring the reliability and traceability of the information disseminated;
- The production of a contribution and administration guide for FEICOM staff, to ensure editorial consistency and quality over time.

2.5. Go-live and skills transfer

In order to guarantee the autonomy of the CSI and the CCRPP, the service provider must ensure:

- The completion of testing and approval, including penetration tests (Pentest) and user tests prior to the platform going live;
- The training of technical and editorial teams (CSI and CCRPP), with a focus on skills transfer;
- Full transferability, including the handover of all source code, databases and technical documentation to the institution;
- Start-up assistance support, covering a period of six (06) months following the launch of the platform, to ensure its stability, the resolution of any anomalies and the optimisation of the platform.

3. Tranches/division into lots (not applicable)

4. Estimated cost

The estimated cost of these services shall be **sixteen million FCFA (16 000 000) VAT inclusive**.

5. Estimated execution timeframe

The maximum deadline provided for the project owner for the execution of the services covered by this invitation tender is fourth (04) months and with effect from the date of notification of the service order..

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is restricted to the following companies:

N°	Names of pre-qualified firms	Addresses
1	INTER'ACTIV CONSULTING	BP : 16257 Yaoundé Tel : 242 67 62 85
2	ST DIGITAL	BP : 10335 Yaoundé Tel : 655 64 40 74
3	KIAMA SA	BP : 15709 Yaoundé Tel : 222 209 043/697 81 25 15
4	BASS TECHNOLOGIES	BP : 718 Yaoundé Tel : 621 211 291

7. Financing

The services covered by this Notice of Solicitation for Expression of Interest shall be funded from the budget of the Special Council Support Funds for Mutual Assistance, Fiscal Year 2026" and follow.

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online.

9. Bid bond

Each tenderer must attach to its administrative documents a bid bond in the amount of **one hundred and sixty thousand (160 000) CFA francs**, issued by a first class bank or a first class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts, paid in hand by the issuer and listed in Exhibit 14 of the DAO, valid for thirty (30) days beyond the original date of validity of the tenders. This deposit must be stamped and accompanied by the deposit receipt issued by the "Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC)". The absence of a bid bond issued by a first class bank or a first class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

10 Consultation of the Tender File

The Tender Document may be consulted during working hours upon the publication of this Notice, at the Contracts and Supplies Service, located at the former Head Office of FEICOM in Yaounde (Mimboman), P.O. Box 718 Yaounde, FEICOM, Street 4.561, behind the firemen quarter, at MIMBOMAN neighborhood in the council of YDE IV, Telephone 222 23 51 64 ; Extension 217 ; Fax 222 23 17 59, Room 11.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11 Acquisition of the Tender File

The Tender Document may be consulted and be bought during working hours upon the publication of this Notice, at the Contracts and Supplies Service, located at the former Head Office of FEICOM in Yaounde (Mimboman), P.O. Box 718 Yaounde, FEICOM, Street 4.561, behind the firemen quarter, at MIMBOMAN neighborhood in the council of YDE IV, Telephone 222 23 51 64 ; Extension 217 ; Fax 222 23 17 59, Room 11 , on presentation of a receipt attesting to the payment of a non-refundable sum of CFA Francs twenty thousand (20 000), payment made into the Special Account « CAS-ARMP » opened in BICEC Branches, under document purchase fees.

It is also possible to obtain the DAO by free download on the COLEPS platform available at the above-mentioned addresses for the electronic version. However, online submission is subject to payment of the tender dossier purchase fee.

12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French.

- For the submission is done electronically, the offer shall be transmitted, by the bidder on COLEPS platform or any other electronic communication means indicated by the project owner no later than **15 November 2026** at 09 am prompt and should be labelled as follows:

RESTRICTED TENDER INVITATION

No. 23/AONR/FEICOM/CIPM/2026 OF 1st October 2026 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANCY FIRM TO REDESIGN THE FEICOM INSTITUTIONAL WEBSITE – FINANCIAL YEAR 2026.

A backup copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the above mention, within deadlines.

For online submission,

For online submission,

For online submission, the maximum sizes of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted]

13. Admissibility of bids

Under pain of rejection, the required administrative documents should be produced in originals or certified true copies by the issuing services or the competent administrative authorities.

They should be dated less than three (03) months prior to the deadline for the submission of bids.

Any bid non-compliant to the prescriptions of this Notice and Tender Document (DAO) shall be declared inadmissible, in particular the absence of submission guarantee or non-compliance with the model documents of the Tender Document (DAO)..

14. Opening of Bids

"The opening of bids shall take place in two stages.

The opening of administrative documents and technical bids shall take place on at 10:00 a.m. prompt, by the Internal Tenders Board of FEICOM, in the meeting room of the said Board located at the former headquarters of FEICOM.

Only the financial bids of tenderers who have obtained the qualifying technical score of 80% shall be opened by the same Board and in the same room, at a later date, following the publication of the results of the technical evaluation.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person of their choice, duly authorized, even in the case of a group of companies.

On pain of rejection, the required administrative documents must be produced as originals or as copies certified true by the issuing authority or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Rules of the Invitation to Tender. They must be dated less than three (03) months from the original deadline for the submission of bids, or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file at the time of the opening of bids, after a period of 48 hours granted by the Board, the bid shall be rejected (with the exception of the bid bond and the receipt issued by the CDEC).

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminary criteria

These include:

1. The absence of the bid bond, paid in hand by the issuer, at the opening of bids, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC, in accordance with Circular No. 00001/PR/MINMAP/CAB of 25 April 2022 on the application of the Public Procurement Code;
2. The non-submission, beyond the 48-hour deadline after the opening of bids, of any administrative document deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids;

3. False declarations, fraudulent practices, or falsified documents;
4. Failure to meet at least 70 points out of 100 (70% of the essential criteria);
5. The absence of the sworn declaration of non-abandonment of contracts during the last three (03) years;
6. The absence of a quantified unit price in the financial bid;
7. The absence of any element of the financial bid (the tender submission, the Bill of Quantities and Unit Prices (BPU), or the Detailed Quantitative and Cost Estimate (DQE));
8. The presence of financial information in the bidder's technical bid;
9. The absence of the Integrity Charter, dated and signed;
10. The absence of the Commitment Statement to comply with environmental and social clauses, dated and signed;
11. The absence of the financial capacity;
12. Failure to comply with the project manager's profile;
13. Lack of proof of acceptance of the contract terms and conditions;
14. Lack of proof of ownership of a digital studio (attach the lease agreement or other supporting documents, along with photos of the studio and its equipment);
15. Lack of a backup copy in the event of a malfunction of the COLEP'S platform.

15.2 *Essential criteria'*

1. General presentation of the bid;
2. Qualifications and competence of key personnel;
3. Equipment and logistical resources;
4. Execution methodology.

Any bid that does not achieve a minimum of 70 points out of 100 shall not have its financial bid examined.

16. Award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid is evaluated as the most economically advantageous, based on a combination of the technical and financial criteria.

17. Maximum number of lots

Not applicable.

18. Validity period of the offers

Bidders shall remain committed by their bids for ninety (90) days with effect from the deadline set for the submission of bids.

19. Technical support

In need of a technical support, or when there's a technical link to the use of the platform, please call the numbers follow (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to this mail address dsi@minmap.cm.

20. Further information

Further information of technical nature may be obtained during working hours from the Contracts and Supplies Service of FEICOM:

Tel: (237) 222 23 51 64, Extension 217, Room 11

BP: 718 YAOUNDE, FEICOM, Street 4.561.

Fax: (237) 222 23 17 59

or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication specified by the Project Owner.

21. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

THE GENERAL MANAGER,

Contracting Authority

Cc :

- ✓ MINMAP for report ;
- ✓ ARMP for insertion in JC;
- ✓ Chairperson/ITB ;
- ✓ Bilboard ;
- ✓ Records/Archives.

